

Un front syndical pour une solution au conflit



L'entrée des troupes russes en Ukraine à la suite du crescendo dramatique des manœuvres militaires a fait ressurgir la menace d'un embrasement, d'une généralisation du conflit sur notre continent et le spectre d'une troisième guerre mondiale. Face à ces risques et aux conséquences immédiates pour les populations civiles, premières victimes de cette agression, les organisations syndicales françaises et internationales ont réagi dès les premières heures par des déclarations communes et des appels à manifester.

Les responsables politiques doivent avoir le courage d'empêcher la guerre

Luca Visentini, secrétaire général de la CES

Cette agression contre l'Ukraine est « une guerre, en violation de la souveraineté d'un pays, en violation du droit international et des principes fondateurs de la Charte des nations unies », se sont indignées les centrales syndicales françaises CGT, CFDT, CGC, FO CFTC dans un [communiqué commun](#) où elles expriment leur « soutien aux populations, travailleurs et à leurs syndicats qui sont d'ores et déjà victimes » de cette guerre. Elles appellent à « l'arrêt immédiat de cette agression et au retrait des troupes russes du territoire ukrainien ». Par ailleurs, La

Confédération Syndicale Internationale et la Confédération Européenne des syndicats appellent « à la cessation immédiate des hostilités et du conflit dans l'est de l'Ukraine et demandent d'engager des négociations de bonne foi pour résoudre cette crise dans l'intérêt des populations ».

« Les responsables politiques doivent avoir le courage d'empêcher la guerre, rechercher des compromis et respecter les accords, a déclaré [Luca Visentini, secrétaire général de la CES](#). Ils doivent avoir la sagesse de développer des économies durables qui profitent aux individus et établissent les fondements essentiels de notre sécurité commune. »

Faire taire les armes

Faire taire les armes, laisser la place à la diplomatie et à la négociation est en effet la seule issue à cette crise majeure. Si les postures hostiles et bellicistes de Vladimir Poutine ont allumé la mèche, les responsabilités des dirigeants occidentaux ne sont pas minces. [La CGT dénonce ainsi](#) « les menées impérialistes des grandes puissances, l'irresponsabilité des dirigeants qui font le choix des armes plutôt que du dialogue, les cadres d'alliance militaire dont l'OTAN qui représentent une menace permanente pour la paix ». Ces alliances et traités d'un autre âge ne sont

à l'évidence plus garants d'une paix durable. Dans cette guerre, les gouvernements doivent prendre le parti de la désescalade afin de parvenir à faire taire les armes.

Des sanctions économiques plutôt que des envois d'armes

Plutôt que de multiplier les annonces d'envoi d'armes pour le plus grand bénéfice de l'industrie de l'armement, ce sont les sanctions économiques qu'il faut actionner, malgré la réticence du monde des affaires. Les Nations-Unies doivent être « le cadre privilégié d'élaboration des solutions politiques et diplomatiques pour régler la question ukrainienne », [préconise la CGT](#).

Tandis que dans d'interminables éditions spéciales de journaux télévisés anxieux certains s'interrogent sur les conséquences économiques de cette guerre, s'évertuent à

peser le volumes des échanges avec la Russie, la part du gaz russe dans notre consommation énergétique, le mouvement syndical fait le choix est d'être aux côtés des travailleuses et travailleurs d'Ukraine et de ses voisins limitrophes, mais aussi de Russie qui seront rapidement impactés par cette guerre dont personne à commencer par les peuples eux-mêmes ne peut sortir gagnant.



Non à la guerre : retrait immédiat des troupes russes, solidarité avec le peuple ukrainien

Nos organisations, CGT, FSU et Solidaires, condamnent l'invasion de l'Ukraine par les armées russes, en violation de la souveraineté ukrainienne et de la charte des Nations Unies. La responsabilité de la guerre en cours incombe à Vladimir Poutine et à son régime : sa décision fait basculer les relations internationales dans une période instable et dangereuse. Une paix durable en Europe de l'Est passe par un retrait immédiat des troupes russes du sol ukrainien et le retour à la diplomatie afin de dégager une solution respectueuse des droits des peuples.

Depuis le 24 février, les bombardements et les combats ont déjà fait plusieurs centaines de victimes civiles, dont plus d'une dizaine d'enfants et des milliers de blessé·e·s. Les civils deviennent des cibles de guerre. Dans ce contexte alarmant, nos organisations affirment leur solidarité :

- avec le peuple ukrainien qui résiste courageusement à l'agression, et en particulier avec les travailleurs et travailleuses et les organisations syndicales ukrainiennes ;
- avec les réfugié·e·s qui par centaines de milliers fuient le conflit. Les frontières européennes doivent être ouvertes et l'assistance garantie pour l'ensemble des réfugié·e·s, quelle que soit leur nationalité ou leur couleur de peau ;
- avec celles et ceux qui en Russie et en Biélorussie s'opposent courageusement à la guerre, bravant la répression politique.

Nos organisations rappellent leur opposition à toute escalade militaire dont les conséquences, imprévisibles, peuvent conduire à un engrenage et à une confrontation des impérialismes au détriment des peuples. La voie vers une paix à long terme passe par la diplomatie, un désarmement négocié, le financement de plans pour la justice sociale et climatique qui devrait être la priorité des Etats plutôt que la relance des budgets militaires ou l'élargissement de l'OTAN.

Sur ces bases, nos organisations, CGT, FSU et Solidaires, appellent à participer aux manifestations pour la paix

Dans l'immédiat, nos organisations disent aussi leur disponibilité à organiser, de façon intersyndicale, des opérations de solidarité concrète à destination des populations touchées par le conflit.